

L'entame de la négociation d'un « micro-TTIP » se rapproche

UE La Commission a lancé la procédure d'adoption des projets de mandat de négociation avec Washington

Les ONG, celles pour qui l'environnement, la protection sociale ou la santé risquent d'être sacrifiés sur l'autel du libre-échange, se voient déjà remonter aux barricades : l'Union européenne et les Etats-Unis s'apprentent à relancer un « micro-TTIP ». Soit une négociation destinée à libéraliser les échanges commerciaux entre les deux rives de l'Atlantique. Dans une version sans doute « super light » par rapport au projet (de « Transatlantic Trade & Investment Partnership », TTIP) lancé sous la présidence Obama et remis au frigo à l'arrivée de son successeur, Donald Trump et son libre-échange à sens unique.

Preuve que la machine se remet en route : la Commission européenne a « décidé de lancer la procédure d'adoption » de ses projets de mandats de négociation, a annoncé mardi le commissaire Moscovici, chargé du compte-rendu de la réunion de l'exécutif européen.

Le sujet est délicat, à l'avant-veille des élections européennes de mai prochain. Le TTIP fait figure d'épouvantail dans nombre de pays européens. « Alors que la Commission européenne vise un accord limité aux biens industriels, le gouvernement américain fait le forcing pour inclure l'agriculture dans tout accord, s'inquiète par exemple l'ONG Les amis

de la Terre - Europe. Cela suscitera vraisemblablement les mêmes controverses sur la sécurité des aliments et les tarifs douaniers agricoles qui ont contribué au naufrage des précédentes négociations commerciales UE-US. » C'est le retour assuré du spectre de l'importation de poulets chlorés ou d'OGM aujourd'hui bannis dans l'UE, malgré toutes les réassurances que les négociateurs européens pourront donner à cet égard...

Mais la relance d'une négociation s'inscrit aussi dans le cadre du cessez-le-feu arraché à la Maison-Blanche le 25 juillet à Trump par le président de la Commission Jean-Claude Juncker. Les deux dirigeants avaient convenu d'une trêve, après l'imposition unilatérale de lourds droits de douane US sur les ventes européennes d'acier et d'aluminium, auxquels l'UE avait riposté. Les deux puissances commerciales s'étaient aussi engagées dans un « agenda positif » : identifier un terrain d'entente potentiel.

Une affaire corsée

Ce mardi, le collègue des commissaires européens a pris connaissance des résultats de la tournée effectuée à Washington la semaine dernière par leur collègue en charge du Commerce, Cecilia Malm-

ström. Jeudi dernier, la libérale suédoise indiquait dans la capitale américaine que « nous finalisons notre projet de mandat de négociation sur l'abolition des droits de douane sur les biens industriels avec les Etats-Unis, que nous soumettrons aux Etats membres ». Les accords de libre-échange de l'UE sont négociés par la Commission, une fois que les Vingt-Huit ont donné leur feu vert au projet de mandat de négociation. Les capitales pourront notamment se pencher sur la question lors de leur réunion informelle « Commerce » prévue le 21 février.

L'affaire promet d'être corsée. L'UE envisage des tractations sur deux terrains. D'une part, sur les droits de douane appliqués aux biens industriels, y compris sur les autos - celles des Européens sont toujours dans le collimateur de l'administration Trump, dans le cadre de la même procédure qui a conduit à frapper l'acier. De l'autre, sur la reconnaissance mutuelle de la conformité de certains produits.

Mais les Etats-Unis poussent le bouchon bien plus loin.

Dès octobre dernier, l'homologue américain de Malmström, le représentant spécial au Commerce Robert Lighthizer, indiquait au Congrès son intention de conclure les négociations avec les

Européens « avec des résultats substantiels pour les consommateurs, le monde des affaires, les fermiers, les ranchers et les travailleurs américains ». Or, pour l'UE, l'agriculture est une ligne rouge : pas question de négocier sur ce terrain-là, ultrasensible. Pour les Européens, hormis la promesse, largement concrétisée, d'importer massivement du soja US, l'agriculture était exclue du périmètre de négociation envisagé en juillet.

Mais les « objectifs » de négociation publiés ce mois-ci par Washington sont on ne peut plus clairs : les pourparlers doivent s'étendre aux marchandises agricoles. Et porter sur les « barrières non tarifaires qui discriminent les produits US » et le rapprochement des normes (phyto)sanitaires - ces dispositions européennes, jugées protectionnistes à Washington, qui barrent la route

au bœuf US nourri aux hormones, aux poulets chlorés et à nombre d'OGM.

« L'UE a déjà accepté d'accroître les importations de graines de soja génétiquement modifiées US, reprochent Les amis de la Terre. Il ne peut y avoir de concessions sur les normes alimentaires », plaide l'ONG. « Seuls les sujets repris dans notre mandat seront négociés », insiste une source européenne. ■

PHILIPPE REGNIER

PARMI LES OBJECTIFS US

Exclure le boycott... d'Israël

Une disposition originale a fait son apparition dans les 14 pages des « objectifs de négociation » que les USA se fixent avec l'UE. Le partenariat commercial doit « décourager les actions politiquement motivées visant à boycotter, désinvestir et sanctionner Israël ». Bref, il faut boycotter le boycott d'Israël, prôné par le mouvement « BDS », plaide Washington - accréditant au passage l'impact croissant de ce lobby créé par des ONG palestiniennes pour protester contre l'occupation des territoires palestiniens...

PH.R.